



ÉDITORIAL

Stopper le dépeçage industriel, une urgence

PAR FABIEN GAY, DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ

L'année 2025 touche à sa fin, avec les festivités traditionnelles en cette période. Pourtant, pour beaucoup, le cœur va être lourd, dans un contexte pesant et qui se prête peu à la joie. Au-delà de la crise politique qui s'enlise avec une alliance de plus en plus tangible entre la droite et l'extrême droite, adoubée par l'ex-président de la République Nicolas Sarkozy, l'année 2025 aura été synonyme d'une grave crise sociale et économique avec 483 plans de licenciements recensés par la CGT. Notre pays se vide de ses usines, de ses entreprises, de ses savoir-faire.

Cette désindustrialisation et cette hémorragie sont le résultat d'une politique de l'offre qui est un échec alors que le président s'enorgueillit « de la réindustrialisation du pays » à coups de communication avec France 2030 ou Choose France et dîners majestueux sous les ors de la République. La semaine passée encore, la dernière grande entreprise française d'électroménager, Brandt, fondée en 1924, a été placée en liquidation judiciaire, entraînant la disparition de centaines d'emplois dans la région Centre-Val de Loire, malgré un projet de reprise porté par les salariés. Les lourdes pressions concurrentielles du marché mondial, les décisions du tribunal des affaires économiques aveugles à la situation globale, les règles européennes qui interdisent à la BPI d'aider et accompagner les entreprises de plus de 250 salariés ont eu raison de ce symbole et de ce fleuron français.

L'année 2025 restera bien sûr marquée par la lutte emblématique des salariés d'ArcelorMittal, mais aussi dans le secteur de la sidérurgie l'entreprise Thyssenkrupp, Stellantis, héritier de PSA, ou encore STMicroelectronics. À l'image de ces sites, ou de Teisseire, Orangina, Vencorex et tant d'autres, toutes ces suppressions se propagent comme des ondes dans l'ensemble des bassins industriels, frappent les sous-traitants, les services publics et les commerces locaux. Le nombre de fermetures d'usines en France dépasse désormais celui des ouvertures,

selon le dernier baromètre industriel de l'État, signe que notre tissu productif est en recul net.

La désindustrialisation, ce n'est pas seulement des chiffres qui baissent dans des tableaux Excel. C'est la disparition progressive de notre capacité à produire en France, à innover ici, à maintenir des emplois dignes et durables. C'est aussi un recul de notre autonomie stratégique et de notre souveraineté dans des secteurs aussi essentiels que l'énergie, l'automobile, l'électronique... Au cœur de cette crise, il y a une responsabilité collective : celle de l'État, des institutions européennes et des acteurs économiques. Sans stratégie de filières, sans soutien à l'investissement productif et sans changement de cap énergétique et fiscal, la France continuera de voir s'évanouir des compétences et des industries entières. Dénoncer la surproduction chinoise ou l'arbitraire tarifaire états-unien, c'est bien ; se défendre et agir, c'est mieux !

L'heure est à une politique industrielle active, protectrice et ambitieuse et qui soit en capacité de bâtir un avenir prospère pour toutes et tous. Pour inverser la tendance, et que 2026 ne ressemble pas à 2025, il faut donc des choix courageux, notamment concernant la conditionnalité des aides publiques versées aux grandes entreprises. Avec 211 milliards d'euros annuels, il n'est plus acceptable qu'elles perçoivent de l'argent public et qu'elles délocalisent dans la foulée. Les milliards de la BCE pourraient être orientés vers des fonds d'investissement pour développer l'activité et la formation, mais aussi la planification écologique, en France et en Europe. À défaut, nous serons nombreuses et nombreux à pouvoir affirmer que les rats quittent le navire. ●

Sans stratégie de filières, sans soutien à l'investissement productif ni changement de cap énergétique et fiscal, la perte des compétences et l'hémorragie perdureront.